

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 24/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TOTALENERGIES RAFFINAGE FRANCE

Raffinerie de Provence
La Mède BP 90020
13165 CHATEAUNEUF LES MARTIGUES CEDEX
13220 Châteauneuf-Les-Martigues

Références : FR-D-2025-0585
SPR/2025/748
Code AIOT : 0006401056

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/09/2025 dans l'établissement TOTALENERGIES RAFFINAGE FRANCE implanté Raffinerie de Provence La Mède BP 90020 13161 Châteauneuf-les-Martigues. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TOTALENERGIES RAFFINAGE FRANCE
- Raffinerie de Provence La Mède BP 90020 13161 Châteauneuf-les-Martigues
- Code AIOT : 0006401056
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La bioraffinerie TERF est située au Sud de l'Etang de Berre, au hameau de La Mède, sur la limite communale entre Châteauneuf-les-Martigues et Martigues. Inaugurée en 1935 pour une capacité de traitement de 500 000 tonnes, l'ancienne raffinerie de Provence traitait, jusqu'à sa reconversion, de l'ordre de 8 millions de tonnes de pétrole brut par an. Elle est autorisée depuis 2018 à exploiter des installations de bioraffinage de carburants (bio diesel et bio naphta), ainsi que des GPL, du propane et butane ; de l'AvGas (essence aviation) et de l'AdBlue (additif anti pollution).

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Prévention des pollutions	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours
2	Déclaration d'incidents et accidents	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article R512-69	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A la suite d'intenses précipitations survenues dans la journée du 21/09/25, une inspection inopinée a été réalisée sur site afin de contrôler l'absence de pollutions similaires à celles qui ont été constatées le 12 mars 2025, à la suite également de fortes averses orageuses. A l'exception de légères irisations constatées par endroits, et pour lesquelles des actions sont demandées dans la fiche de constat n°1, aucune pollution notable n'a été relevée sur les zones inspectées.

Il est également demandé à l'exploitant de transmettre un rapport d'accident relatif à un évènement survenu le 06 septembre (feu sur bride) dans un délai de 15 jours, conformément aux dispositions de l'article R512-69 du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Effluents pollués ou susceptibles d'être pollués
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : « - utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau, notamment par le développement du recyclage, de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ; « - limiter les émissions de polluants dans l'environnement ; « - respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes ; « - gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques et réduire les quantités rejetées ; « - prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. »
Constats : Plusieurs installations du site ont été contrôlées, de façon inopinée, afin de s'assurer de l'absence de pollutions suite à l'épisode de pluie intense survenue le 21/09/25 sur tout le département (environ 100 mm de pluie). A la suite de la visite terrain qui a été réalisée, les constats sont les suivants : <ul style="list-style-type: none">• une nappe de flottants (type hydrocarbures) très localisée et limitée au sein des barrages flottants (disposés à demeure), est relevée au niveau du canal de Marseille au Rhône. Des analyses ont été demandées pour caractériser la nature du produit. Un camion de pompage était en cours de déploiement. Aucune irisation n'est constatée à l'aval des barrages flottants.• le bassin d'orage A311 disposait d'un creux suffisant, ce qui a permis d'éviter la réalisation d'une purge préventive, comme cela a été le cas lors de l'épisode de pluie du 11/03/25. Cela a été confirmé par la transmission, par courriel du 22/09/25 de l'enregistrement du niveau du bac A311 : il était de 3m environ le 21/09 jusqu'à 16h, 9m à 18h pour atteindre un niveau maximum de 10m15 dans les heures qui ont suivi (sur une hauteur totale d'environ 15m).• aucune nappe d'hydrocarbures n'est constatée dans les cuvettes de rétention situées autour du bac A6 (zone centrale de la partie ouest, située en partie basse), ni dans le fossé de la rue H. Quelques irisations sont constatées au niveau du fossé de la rue J.• il n'est pas relevé de pollution au niveau des bassins d'observation de la zone ouest. Il est constaté néanmoins que les coupelles destinées à limiter les émissions surfaciques de COV au niveau du bassin d'arrivée de la décantation ont été retirées de façon volontaire, pour procéder au nettoyage du bassin. L'exploitant se questionne sur leur remise en place, car elles semblent limiter l'efficacité d'écumage des hydrocarbures surnageants. L'exploitant précisera la solution retenue, en évaluant son impact sur l'environnement.• Au niveau de la zone Est du site, il est noté une nappe de flottants d'hydrocarbures dans les bassins de clarification Nord et Sud, ainsi que dans les fossés situés à proximité du bassin des voiries. Il a été demandé à l'exploitant de les pomper. Les justificatifs de réalisation des travaux seront adressés à l'Inspection, accompagnés de propositions d'entretiens préventifs des fossés de la zone pour s'assurer de leur propreté.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Transmettre sous 15 jours à l'inspection des installations classées : <ul style="list-style-type: none"> les résultats d'analyse des flottants situés dans le canal de Marseille au Rhône, et justifier de leur pompage ; la solution retenue pour optimiser l'écémage du bassin à l'entrée de la décantation, et limiter les émissions de COV ; les justificatifs de pompage des hydrocarbures constatés dans les bassins de clarification Nord et Sud, ainsi que dans les fossés situés à proximité du bassin voirie. Une procédure d'entretien préventif de ces fossés sera transmise.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Déclaration d'incidents et accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article R512-69
Thème(s) : Risques accidentels, rapports suite à évènements
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
Constats : Par courriel du 08/09/2025, la DREAL a été informée par l'exploitant d'un évènement survenu le samedi 06/09/25, vers 23h30. Il s'agit d'un départ de feu dans l'unité Reformeur au niveau d'une bride d'une ligne contenant de l'essence. L'exploitant indique qu'il a été rapidement maîtrisé par les équipes d'intervention et que l'unité a été mise en sécurité dans la foulée. Il s'agirait d'une fuite auto-enflammée, sans dispersion de produit au sol. Le feu serait resté localisé au niveau de la bride et aurait duré moins de 30 minutes. Les boîtes à ressort ont été contrôlées et n'ont pas montré de défaillance. Le coude a été déposé ; l'exploitant indique qu'il a été identifié une déformation et une légère érosion au niveau du joint.

Conformément aux dispositions de l'article R512-69 du code de l'environnement, un rapport d'accident est transmis sous 15 jours . Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.

Il est notamment attendu dans ce rapport des explications fournies sur l'origine de la détérioration subie par le joint, d'indiquer s'il était conforme aux spécifications, si ce joint était identifié comme un point singulier au niveau de la surveillance de la ligne, s'il avait fait l'objet d'une surveillance du SIR, et si ce phénomène est susceptible ou non de se reproduire sur d'autres équipements similaires (et dans ce cas les actions correctives prévues et leur échéancier).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Transmission sous 15 jours d'un rapport de l'accident survenu le samedi 06/09/25, en application des dispositions de l'article R512-69 du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours